

FR

FR

FR



COMMISSION EUROPÉENNE
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AIDE HUMANITAIRE - ECHO

Unité 0/1 Questions politiques, relations avec les institutions européennes, les partenaires et autres donateurs; stratégie et coordination générale; évaluation, financements thématiques

Bruxelles, le
DG ECHO/UNIT 0/1

NOTE TECHNIQUE

Evaluation des besoins humanitaires et identification des crises oubliées

TABLE DES MATIÈRES

RESUME.....	4
1. Introduction.....	5
2. Les outils utilisés précédemment : les indices GNA et FCA.....	6
3. Evolution de la méthodologie.....	7
3.1. Evaluation des besoins globaux.....	7
3.2. Evaluation des crises oubliées.....	8
4. Evolution des indicateurs.....	8
4.1. Indice de vulnérabilité (IV).....	8
4.2. Indice de crise (IC).....	9
5. Conclusion.....	10
ANNEXE 1 : METHODOLOGIE DETAILLEE.....	11
1. Sélection des pays pris en compte dans le GNA.....	11
2. Indice de vulnérabilité.....	11
2.1. Indicateur 1 : Indice du développement humain.....	12
2.2. Indicateur 2 : Indice de pauvreté humaine.....	12
2.3. Indicateur 3 : Populations déracinées.....	13
2.4. Indicateur 4 : Malnutrition des enfants de moins de 5 ans.....	14
2.5. Indicateur 5 : Mortalité des enfants de moins de 5 ans.....	14
2.6. Indicateur 6 : Accès aux soins de santé.....	14
2.7. Indicateur 7 : Prévalence du VIH-SIDA, de la tuberculose et de la malaria.....	14
2.8. Indicateur 8: Indice sexo-spécifique du développement humain.....	15
2.9. Indicateur 9 : Indice de Gini.....	15
3. Indice de crise.....	15
4. Indice FCA.....	16
4.1. Indicateur 1 : Indice de vulnérabilité (voir ci-dessus).....	16
4.2. Indicateur 2 : Couverture médiatique.....	16
4.3. Indicateur 3 : Aide publique par habitant.....	17
4.4. Evaluation qualitative des experts et unités géographiques de la DG ECHO.....	17

ANNEXE 2: SEUILS APPLIQUES AUX INDICATEURS.....	18
ANNEXE 3: IMPACT SUR LES RESULTATS.....	20
Commentaires :	21
ANNEXE 4: FICHE FCA	22

RESUME

La Commission européenne fonde ses décisions d'action humanitaire sur la seule évaluation des besoins des populations bénéficiaires, dans le respect des principes d'impartialité, de neutralité et d'indépendance. A cet effet, elle procède à l'identification des populations les plus nécessiteuses par une double approche : d'une part l'évaluation des besoins sur le terrain et d'autre part l'évaluation globale des besoins par pays à partir de certains indicateurs nationaux reflétant le degré de vulnérabilité de la population nationale.

Deux outils ont ainsi été mis au point : le GNA, Global Needs Assessment, qui classe les pays en fonction de l'importance relative de leurs besoins, et le FCA, Forgotten Crises Assessment, qui tente d'identifier les situations de crise humanitaire grave où les populations ne bénéficient pas ou trop peu de l'aide internationale. Ces outils ont pour objectifs d'assurer une certaine cohérence dans l'allocation des ressources entre les différents pays en fonction de leurs besoins respectifs et indépendamment d'une quelconque pression politique, et d'assurer crédibilité et transparence à l'action humanitaire communautaire.

Si l'utilité et la pertinence de ces outils ont été reconnues, il est néanmoins apparu possible de les améliorer.

En effet, pour le GNA l'introduction d'un filtre complémentaire permet de différencier les besoins résultant d'une catastrophe, qu'elle soit naturelle ou causée par l'homme, des besoins résultant d'une situation de pauvreté extrême et ainsi d'identifier les situations répondant aux critères d'intervention de la Direction générale pour l'Aide humanitaire (DG ECHO), puisque son mandat tel que défini par le Règlement (CE) N°1257/96 du Conseil du 20 juin 1996, ne couvre pas les situations de besoins humanitaires structurels. Le GNA se fait dès lors en deux étapes : la première identifie les pays les plus vulnérables, où les besoins humanitaires risquent d'être relativement plus importants, en cas de survenance d'une catastrophe au moyen d'un *indice de vulnérabilité* et la seconde identifie les pays effectivement en situation de crise humanitaire répondant aux critères d'intervention de la DG ECHO, au moyen d'un *indice de crise*; les deux indices pris conjointement définissent les priorités d'intervention. La pertinence de cette approche est effectivement confirmée par l'allocation budgétaire pour l'année 2006.

En ce qui concerne le FCA, les indicateurs utilisés s'avérant délicats à interpréter, il a été décidé d'affiner l'évaluation qualitative et, pour lui donner plus de rigueur, de la systématiser.

1. INTRODUCTION

L'aide humanitaire est une expression concrète des valeurs d'*humanité* et de *solidarité* sur lesquelles se fonde l'intégration européenne. Par ailleurs, la mise en œuvre de la politique humanitaire de la Commission européenne repose sur les principes fondamentaux d'*impartialité*, de *neutralité* et d'*indépendance*.

En application concrète de ces principes, *l'action humanitaire européenne est dictée uniquement par l'ampleur des besoins et l'intérêt des victimes*, sans aucune considération ethnique, nationale ou religieuse et sans discrimination d'aucune sorte, en veillant à ne pas favoriser une partie au conflit plutôt qu'une autre, et sans mêler aux objectifs humanitaires des objectifs politiques, économiques ou militaires. Les décisions d'octroi de l'aide humanitaire sont dès lors fondées sur la seule évaluation des besoins des populations bénéficiaires. Ce principe d'action en fonction des besoins implique notamment que la Direction générale pour l'Aide humanitaire (DG ECHO) s'intéresse particulièrement aux crises, généralement anciennes, négligées, voire oubliées, par les médias et les donateurs.

Pour assurer l'application de sa politique d'assistance aux populations ayant les plus grands besoins humanitaires et définir ses priorités dans le respect des principes d'impartialité, de neutralité et d'indépendance, la DG ECHO procède à *l'identification de ces populations les plus nécessiteuses par une double approche* :

- une approche partant de la base ('bottom-up assessment') correspondant à l'évaluation des besoins par les experts délégués par la DG ECHO sur le terrain et par ses responsables géographiques au siège,
- et une approche par le haut ('top-down assessment') comprenant deux volets, l'évaluation globale des besoins humanitaires des pays en développement (*Global Needs Assessment - GNA*) et l'identification des crises oubliées (*Forgotten Crisis Assessment - FCA*).

L'ancien indice qui classait les pays en fonction de l'importance relative de leurs besoins, est dorénavant remplacé par un double indice : *l'indice de vulnérabilité (IV)* qui identifie les pays qui risquent de souffrir comparativement plus que d'autres sur le plan humanitaire des conséquences de la survenance éventuelle d'une catastrophe, et *l'indice de crise (IC)* qui identifie les pays effectivement en situation de crise humanitaire, répondant aux critères d'intervention de la DG ECHO.

L'indice FCA quant à lui est dorénavant complété par une analyse qualitative.

Ces outils GNA et FCA n'ont pas pour ambition de définir sous quelle forme et à quelle échelle la Commission se doit d'intervenir en réponse à une crise humanitaire. Leurs *objectifs* sont nettement plus modestes et se limitent à *l'identification des pays prioritaires* dont les besoins humanitaires sont les plus importants ou les plus négligés et où l'aide de la Commission est le plus nécessaire. Ils se veulent un cadre de référence alternative commun permettant d'assurer une certaine *cohérence dans l'allocation des ressources* entre les différentes zones géographiques en fonction de leurs besoins respectifs.

Ces outils sont également des *instruments de mesure objective* assurant le respect du principe d'indépendance. De plus, ils permettent un *contrôle a posteriori* rapide de l'allocation des ressources aux populations les plus vulnérables, dans les pays où les besoins sont les plus

importants. Enfin, ils assurent *crédibilité et transparence* à l'action humanitaire de la Commission vis-à-vis des citoyens européens.

2. LES OUTILS UTILISES PRECEDEMENT : LES INDICES GNA ET FCA

L'attribution de l'**indice GNA** partait de l'hypothèse qu'en cas de crise les besoins d'aide humanitaire sont les plus importants dans les pays les moins développés et les plus pauvres, ces pays ayant moins de capacité pour répondre à leurs propres besoins en cas de survenance d'une catastrophe humanitaire, les plus exposés au risque de survenance d'une catastrophe et dont une partie de la population est particulièrement vulnérable, vulnérabilité reflétée notamment par un nombre élevé de réfugiés ou de personnes déplacées à l'intérieur du pays et par une santé précaire de ses jeunes enfants.

Ces différents facteurs de faiblesse étaient mesurés au moyen de sept indicateurs.

INDICE GNA:

Indicateur 1 : indice de développement humain

Indicateur 2 : indice de pauvreté humaine

Indicateur 3 : réfugiés accueillis et personnes déplacées

Indicateur 4 : malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans

Indicateur 5 : taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans

Indicateur 6 : exposition aux catastrophes naturelles

Indicateur 7 : expositions aux conflits

Ces indicateurs agrégés dans l'indice GNA permettaient de classer les pays en trois groupes selon la méthode des quartiles (méthode généralement reconnue par les statisticiens comme simple et efficace pour regrouper des données d'une échelle ordinale) :

1^{er} groupe : indice GNA = 3 → pays avec des besoins élevés (1^{er} quartile)

2^{ème} groupe : indice GNA = 2 → pays avec des besoins moyens (50% du centre)

3^{ème} groupe : indice GNA = 1 → pays avec des besoins faibles (dernier quartile).

L'**indice FCA**, quant à lui, était basé sur la combinaison des éléments suivants : des besoins humanitaires importants tels que reflétés par l'indice GNA, une couverture médiatique faible voire inexistante, un faible degré d'intérêt des donateurs reflété par le niveau d'aide publique reçue et une évaluation sur le terrain par les unités géographiques et les experts de la Commission.

INDICE FCA:

Indicateur 1 : indice GNA, reflétant les besoins humanitaires

Indicateur 2 : couverture médiatique

Indicateur 3 : niveau d'aide reçue par habitant, reflétant le degré d'intérêt des donateurs

Indicateur 4 : évaluation sur le terrain par les experts et les unités géographiques de la
DG ECHO

L'indice FCA correspondait à la somme des quatre indicateurs, les pays et territoires ayant un indice élevé (supérieur à 9) étant considérés comme des crises oubliées et donc prioritaires dans les affectations budgétaires.

3. EVOLUTION DE LA METHODOLOGIE

3.1. Evaluation des besoins globaux

La Commission n'intervenait cependant pas systématiquement sur le plan humanitaire dans tous les pays classés par l'indice GNA dans la catégorie des besoins élevés ; en effet, un filtre complémentaire était mis selon qu'un pays souffrait effectivement d'une crise aiguë ou non, le mandat de la DG ECHO ne s'étendant pas aux situations de sous-développement.

En fait, l'indice GNA mêlait des indications sur la vulnérabilité d'une population en cas de survenance d'une crise résultant d'une catastrophe naturelle ou d'un conflit, et sur le risque de survenance de pareille crise. De plus, les indicateurs sur l'exposition aux catastrophes et aux conflits étaient ambigus dans la mesure où ils tentaient de cerner à la fois l'existence effective d'une crise et son risque d'émergence (l'exposition du pays à ce type de risque). Par rapport au mandat de la DG ECHO qui la fait intervenir en cas de crise, l'indice GNA n'établissait pas si l'événement déclencheur de l'intervention humanitaire avait eu lieu ou non.

Une évaluation en deux étapes distinctes reflète mieux la démarche effectivement suivie :

1^{ère} étape : évaluation de la vulnérabilité des pays avec identification de ceux qui risquent de souffrir comparativement plus que d'autres sur le plan humanitaire des conséquences de la survenance éventuelle d'une catastrophe. Cette évaluation définit en quelque sorte une liste des pays "sous surveillance".

La vulnérabilité est mesurée par un indice, l'*indice de vulnérabilité (IV)*, qui, comme l'indice GNA, agrège différents indicateurs reflétant la faiblesse d'un pays et l'absence de ressources et capacités propres pour faire face à l'adversité.

2^{ème} étape : identification des pays effectivement en situation de crise humanitaire, répondant aux conditions d'intervention de la DG ECHO.

Dans la mesure où l'on peut considérer que les besoins humanitaires que la DG ECHO a pour mission de couvrir, décroissent avec le temps après la fin de la crise, l'*indice de crise (IC)* a un score décroissant selon que le pays est toujours en situation de crise humanitaire ou qu'il a connu cette situation l'année précédente ou deux années plus tôt.

La juxtaposition des deux scores, IC et IV, permet ainsi d'identifier les pays prioritaires pour une intervention humanitaire.

Ancien indice GNA → indice de crise IC et indice de vulnérabilité IV
--

L'impact du changement de méthode sur les résultats est détaillé en annexe 3. Globalement, la méthode proposée correspond mieux à la réalité de l'allocation budgétaire de la DG ECHO.

Deux remarques complémentaires :

- pour les pays avec un indice de crise de 2 ou 1, reflétant un état de crise relativement ancien, les décisions ne devraient être en principe que de type non urgent, exception faite pour les décisions en cas de survenance d'une crise dont le nombre de victimes est en deçà des seuils de prise en compte dans l'indice;
- cet indice de crise doit être mis à jour dès la survenance d'une nouvelle catastrophe.

3.2. Evaluation des crises oubliées

Les « crises oubliées » concernent presque toujours des minorités au sein du pays, des groupes de personnes dont les conditions de vie sont largement en deçà des moyennes du pays. Qu'on parle des réfugiés sahraouis en Algérie, des minorités ethniques au Myanmar ou encore des Tchétchènes, il est clair que les indicateurs nationaux servant à établir l'indice de vulnérabilité ou le niveau de l'aide publique, ne sont pas adéquats pour refléter leur situation spécifique.

De plus, tant l'indicateur sur l'aide publique que celui sur la couverture médiatique sont délicats à interpréter. Ainsi, pour l'indicateur sur l'aide publique on constate une distorsion certaine pour les pays relativement riches, comme l'Iran, la Libye ou la Russie, qui ne bénéficient a priori pas d'une aide publique très élevée et qui auront donc, mathématiquement, un score de 3, ne reflétant pas pour autant une situation humanitaire négligée. Tandis que pour l'indicateur sur la couverture médiatique se pose le problème de la non prise en compte de l'existence ou non d'un état de crise : il est en effet assez naturel que les médias ne parlent pas trop de crises non actuelles, mais l'indicateur aura malgré tout un score de 3.

Il est également nécessaire d'assurer la cohérence au niveau des évaluations par les unités géographiques.

Il a dès lors été décidé d'approfondir l'analyse, tout en la limitant aux pays effectivement en situation conflictuelle; les responsables géographiques ont cependant la possibilité de compléter la liste en fonction de leurs propres estimations, notamment pour des cas résultant de catastrophes naturelles.

Les indicateurs sur l'aide publique et la couverture médiatique sont calculés en appliquant la règle des quartiles aux seuls pays retenus pour l'analyse approfondie.

La deuxième étape de l'évaluation répond au constat de non disponibilité d'indicateurs précis révélateurs des crises oubliées, car il faut bien admettre que plus une crise est négligée, moins on trouvera de données fiables la concernant. Il faut donc obligatoirement passer, pour chacune des situations considérées, par une évaluation qualitative reposant sur l'analyse faite par les responsables géographiques. Mais, afin de lui donner rigueur, cette analyse est guidée par une série de questions (voir formulaire en annexe 4).

La synthèse de ces analyses individuelles, effectuée centralement pour assurer la cohérence, aboutit à l'identification des situations humanitaires très précaires nécessitant l'attention accrue de la Commission compte tenu de la faiblesse, voire l'absence totale, d'autres interventions humanitaires.

4. EVOLUTION DES INDICATEURS

4.1. Indice de vulnérabilité (IV)

Le calcul de l'*indice de vulnérabilité* est fait de manière similaire à celle appliquée au calcul de l'indice GNA en excluant les deux indicateurs sur les catastrophes naturelles et sur les conflits. Cependant, l'indice a été complété avec quatre autres indicateurs mesurant d'une part la *situation sanitaire* du pays, reflétée par l'accès aux soins de santé et par la prévalence de certaines maladies (VIH-sida, malaria et tuberculose), et d'autre part les *inégalités au sein de la population*, et plus particulièrement celles résultant du genre, telles que mesurées par

l'indice sexo-spécifique du développement humain établi par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et celles résultant de la répartition des revenus, telles que mesurées par l'indice de Gini également calculé par le PNUD; il est en effet considéré que ces divers facteurs peuvent influencer fortement la vulnérabilité d'une population et sa capacité à faire face à une catastrophe.

INDICE DE VULNERABILITE:

Catégorie 1: situation générale du pays

Indicateur 1: indice de développement humain

Indicateur 2: indice de pauvreté humaine

Catégorie 2: populations déracinées

Indicateur 3: réfugiés accueillis, personnes déplacées et rapatriés récents

Catégorie 3: état de santé des enfants de moins de 5 ans

Indicateur 4: malnutrition

Indicateur 5: taux de mortalité

Catégorie 4: autres vulnérabilités

Indicateur 6: accès aux soins de santé

Indicateur 7: prévalence du VIH-sida, de la tuberculose et de la malaria

Indicateur 8: indice sexo-spécifique du développement humain

Indicateur 9: indice de Gini

(voir détails en annexe 1)

4.2. Indice de crise (IC)

Il est considéré qu'en règle générale les besoins humanitaires que la DG ECHO a pour mission de couvrir, décroissent avec le temps après la fin de la crise.

Il faut par ailleurs rappeler qu'une des priorités de la DG ECHO concerne les personnes déracinées et qu'on trouve des réfugiés ou des personnes déplacées à l'intérieur du pays en nombre élevé dans des pays relativement vulnérables, mais qui ne sont pas pour autant en situation de crise ou qui ne sont pas répertoriés comme des pays en crise au vu de la faible intensité du conflit. Il n'empêche que ces personnes déracinées peuvent avoir des besoins humanitaires importants auxquels le pays n'a pas toujours la capacité, ou la volonté, de faire face. On pense par exemple à la Tanzanie ou au Congo Brazzaville.

Sur base de ce double constat, *l'indice de crise (IC)* est établi comme suit :

- score 3 pour les pays ayant subi ou subissant toujours une catastrophe naturelle et/ou un conflit violent l'année en cours, ou accueillant un nombre important de personnes déracinées
- score 2 pour les pays ayant connu ce type de situation l'année précédente,
- et score 1 pour les pays ayant connu ce type de situation deux années plus tôt.

INDICE DE CRISE:

Indicateur 1 : conflit en cours ou dénoué récemment

Indicateur 2 : catastrophe naturelle survenue récemment

Indicateur 3 : présence importante de personnes déracinées (réfugiés et/ou personnes déplacées à l'intérieur du pays)

(voir détails en annexe I)

5. CONCLUSION

Avant de conclure il convient de relever que ces outils GNA et FCA sont, inévitablement, basés sur des indicateurs soumis à des *contraintes tant historiques que géographiques* compte tenu d'une part de la longueur du cycle de collecte des données et d'autre part du fait qu'ils sont établis au niveau national, sans prendre en considération les situations spécifiques de certains groupes de personnes au sein d'un pays. Il faut donc relativiser les résultats et ne considérer que les ordres de grandeur qu'ils reflètent, sans attacher d'importance au rang de chacun des pays dans chacune des catégories. Plus particulièrement, ces outils ne donnent pas d'indication sur l'importance des besoins en montants absolus et ne peuvent donc pas servir à établir l'allocation de l'enveloppe budgétaire dans la mesure où ils ne prennent pas en compte le nombre de personnes touchées par la crise, ni la capacité d'absorption de l'aide par la communauté locale, l'accès, la présence d'autres donateurs, la capacité des partenaires à intervenir efficacement dans la zone considérée etc.

Il est donc essentiel de compléter ce type d'approche "top-down" par l'approche "bottom-up" constituée par l'analyse des experts sur le terrain, qui identifient les poches de population en crise humanitaire et justifient leurs propositions d'actions par une évaluation des besoins récente et aussi complète que possible.

Malgré ces faiblesses, les outils GNA et FCA se révèlent précieux pour s'assurer du respect des principes d'impartialité et d'indépendance et de l'engagement qui en découle de guider l'action humanitaire uniquement en fonction des besoins des populations touchées. Ils permettent d'identifier les pays prioritaires, ils assurent une certaine cohérence dans l'allocation des ressources budgétaires entre les différentes zones géographiques et facilitent le contrôle a posteriori de l'utilisation de ces ressources, ils sont des instruments de mesure objective, ils assurent enfin transparence à l'action humanitaire de la Commission vis-à-vis tant des contribuables européens que des bénéficiaires.

Soulignons pour terminer que dans sa composition actuelle, l'indice de vulnérabilité reflète mieux les priorités de la DG ECHO qui vise les personnes les plus vulnérables, puisqu'il intègre des indicateurs non seulement sur les enfants et les personnes déracinées, mais également sur la prévalence du sida et sur les inégalités de genre et de revenus.

ANNEXE 1 : METHODOLOGIE DETAILLEE

1. SELECTION DES PAYS PRIS EN COMPTE DANS LE GNA

La liste des pays inclus dans le GNA est basée sur la liste des pays de la Banque Mondiale. De cette liste sont retirés :

- tous les pays classés par la Banque Mondiale comme économies à haut revenu,
- tous les Etats membres ainsi que les pays candidats à l'Union européenne, dans la mesure où ils ne sont pas couverts par le mandat légal de la DG ECHO,
- et quelques petites îles à souveraineté réduite (American Samoa, Iles Marshall, Iles Marianne du Nord et Mayotte).

A cette liste a été ajoutée la Tchétchénie qui bien que non indépendante, est dans une situation très particulière au sein de la Fédération de Russie, caractérisée par un conflit violent et un nombre très élevé de personnes déplacées.

2. INDICE DE VULNERABILITE

L'indice de vulnérabilité est basé sur neuf indicateurs, répartis en quatre catégories de poids égal.

- **Catégorie 1 : situation générale du pays**

Indicateur 1 : indice de développement humain

Indicateur 2 : indice de pauvreté humaine

- **Catégorie 2 : populations déracinées**

Indicateur 3 : réfugiés, personnes déplacées et rapatriés récents

- **Catégorie 3 : état de santé des enfants de moins de 5 ans**

Indicateur 4 : malnutrition

Indicateur 5 : taux de mortalité

- **Catégorie 4 : autres vulnérabilités**

Indicateur 6 : accès aux soins de santé

Indicateur 7 : prévalence du VIH-sida, de la tuberculose et de la malaria

Indicateur 8 : indice sexo-spécifique du développement humain

Indicateur 9 : indice de Gini

Ces neuf indicateurs, détaillés ci-dessous, sont cotés sur une échelle de 0 correspondant à des besoins nuls, à 3 correspondant à des besoins élevés, sauf l'indicateur 3 qui cumule les données sur les réfugiés et les IDP, qui est coté sur une échelle de 0 à 6. Les seuils utilisés pour chacun des indicateurs sont précisés dans l'annexe 2.

Ces indicateurs sont ensuite agrégés dans l'**indice de vulnérabilité (IV)** en accordant à chacune des quatre catégories un poids égal de 25% (les indicateurs manquants, donc marqués "x", n'étant pas pris en compte), ce qui revient à donner un poids de 12.5% aux indicateurs 1, 2, 4 et 5, un poids de 25% à l'indicateur 3 et un poids de 6.75% aux indicateurs 6 à 9. Les 139

pays et territoires de la liste sont ensuite classés selon les valeurs décroissantes et répartis, par application de la règle des quartiles, en trois catégories selon l'importance des besoins.

L'IV est enfin complété, le cas échéant, par un signal lorsque plusieurs indicateurs sont indisponibles : un astérisque lorsque 3 ou 4 indicateurs manquent, un double astérisque lorsqu'il en manque plus de 4.

2.1. Indicateur 1 : Indice du développement humain

Il est supposé que plus élevé est le degré de développement d'un pays, plus grande sera la capacité de sa population à répondre aux besoins humanitaires à partir de ses propres ressources, individuelles ou nationales.

L'indice du développement humain (IDH) établi par pays par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a été sélectionné pour refléter l'état de ces ressources. Mis à jour annuellement¹ il synthétise, dans une moyenne arithmétique, la mesure de trois critères essentiels du développement humain :

- longévité et santé, tels que reflétés par l'espérance de vie à la naissance,
- instruction et accès au savoir, représentés par le taux d'alphabétisme des adultes (pour deux tiers) et le taux brut de scolarisation tous niveaux confondus (pour un tiers),
- possibilité de disposer d'un niveau de vie décent, mesuré par le PIB en parité de pouvoir d'achat (taux de change destiné à neutraliser les différences de prix entre pays) par habitant.

2.2. Indicateur 2 : Indice de pauvreté humaine

Si l'IDH mesure la progression moyenne d'un pays en termes de développement, l'indice de pauvreté humaine (IPH), également établi et mis à jour annuellement par le PNUD, lui, se concentre sur la part de la population en dessous du seuil des critères de base du développement humain. Il s'attache aux carences ou manques observables dans les trois dimensions fondamentales déjà envisagées par l'indicateur du développement humain:

- longévité et santé : risque de décéder à un âge relativement précoce, exprimé par la probabilité de ne pas atteindre 40 ans,
- instruction et accès au savoir : exclusion du monde de la lecture et de la communication, exprimée par le taux d'analphabetisme des adultes,
- possibilité de disposer d'un niveau de vie décent : impossibilité d'accéder à ce que procure l'économie dans son ensemble, exprimée par la moyenne non pondérée de deux indicateurs : le pourcentage de la population privée d'un accès régulier à des points d'eau aménagés et le pourcentage d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale.

L'IPH mesure donc l'exclusion sociale, l'importance de la population plus vulnérable et à ce titre intéresse donc particulièrement la DG ECHO pour la définition de ses priorités.

Pour la quarantaine de pays pour lesquels le PNUD ne donne pas d'indication sur l'IPH, cet indicateur est estimé à partir des données disponibles. Pour une dizaine de cas, les données nécessaires au calcul de l'indice se trouvent dans d'autres sources (Unicef et PNUD), ce qui permet d'appliquer la formule pour le calcul de l'IPH; pour 28 pays pour lesquels la probabilité de survie à 40 ans n'est pas connue, cette probabilité est estimée à partir de

¹ PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 2005*, sept.2005, <http://hdr.undp.org/reports/>

l'espérance de vie à la naissance et enfin dans 11 cas l'IPH est calculé à partir des trois données disponibles sur les quatre nécessaires. Il est en effet estimé qu'une valeur pour l'IPH légèrement erronée permet une meilleure approche de l'indice GNA qu'en l'absence complète de cet indicateur.

Enfin, il faut encore relever que la DG ECHO ne suit pas l'approche du PNUD, qui pour les pays de l'Europe de l'Est et de la CEI prévoit (mais ne le fait pas concrètement par manque de données) de calculer un indice IPH-2, pareil à celui calculé pour les pays de l'OCDE, reposant sur des paramètres différents (probabilité de décès avant 60 ans / taux d'illettrisme / pourcentage de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté / taux de chômage de longue durée). La formule de calcul appliquée aux autres pays en développement, est maintenue de manière à permettre la comparaison

2.3. Indicateur 3 : Populations déracinées

Les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays (IDP) font partie des populations les plus vulnérables en cas de crise humanitaire, qui sont au cœur du mandat de la DG ECHO, il est dès lors nécessaire de prendre leur importance en compte pour l'évaluation des besoins globaux. De plus considérant que les personnes rapatriées augmentent dans un premier temps la vulnérabilité du pays, celles de l'année précédente sont également prises en compte.

Les données sur le nombre de réfugiés, ainsi que celles sur les personnes rapatriées, sont établies par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)² et par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens au Proche Orient³. Il s'agit des personnes reconnues comme réfugiés au sens de la Convention de Genève de 1951, de la Convention de l'OUA de 1969, en accord avec le statut du HCR, ainsi que des personnes qui se sont vus accorder un statut humanitaire ou une protection temporaire.

En ce qui concerne le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays (internally displaced persons - IDP), il est difficile de trouver des données précises. Dans de nombreux pays, les estimations ne sont pas fiables à la fois pour des raisons de censure politique et de manque d'accès par des observateurs indépendants et parce qu'il n'est pas toujours facile de distinguer les IDP de la population locale, particulièrement si les premiers trouvent refuge auprès de parents ou d'amis. En comparant les différentes données sur le nombre de IDP, on constate que celles-ci diffèrent grandement en fonction des sources, mais sans qu'on puisse déterminer de tendance au conservatisme ou son contraire chez aucune de ces sources. Par conséquent il a été décidé de s'attacher à trois sources, le HCR, le US Committee for Refugees⁴ et le Global IDP Project du Norwegian Refugees Council⁵ et d'adopter le scénario du pire des cas en sélectionnant l'estimation la plus élevée.

Considérant que les besoins humanitaires de ces trois catégories de personnes sont d'ordre similaire, même si de nature différente, les pays sont classés sur base du pourcentage cumulé du nombre de réfugiés, d'IDP et de rapatriés récents par rapport à la population totale du pays où ils vivent.

² <http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/statistics>

³ <http://www.un.org/unrwa/publications/pdf/uif-dec04.pdf>

⁴ <http://www.refugees.org/>

⁵ <http://www.idproject.org/statistics.htm>

La cotation de l'indicateur sur une échelle de 1 à 6, au lieu de 1 à 3, permet d'affiner la catégorisation compte tenu du poids important qui lui est donné dans l'IV.

2.4. Indicateur 4 : Malnutrition des enfants de moins de 5 ans

Le choix de deux indicateurs concernant les enfants répond également au souci d'identification des populations les plus vulnérables, ceux-ci en faisant définitivement partie.

Pour mesurer le premier indicateur concernant les enfants, la DG ECHO se réfère aux taux d'insuffisance pondérale, calculée par le rapport poids/âge, chez les enfants de moins de 5 ans, tels qu'établis par l'Unicef dans son rapport annuel sur la situation des enfants dans le monde⁶. S'il est vrai que le rapport poids/taille reflétant la malnutrition aigüe (wasting) est un meilleur indicateur pour caractériser les situations d'urgence et que le rapport poids/âge ne permet pas de distinguer la malnutrition aigüe de la malnutrition chronique (stunting), il a été néanmoins décidé d'intégrer dans l'IV le second plutôt que le premier pour une double raison : le premier n'est pas collecté de manière systématique pour tous les pays et par nature il est rapidement obsolète.

2.5. Indicateur 5 : Mortalité des enfants de moins de 5 ans

Cet indicateur correspond à la probabilité de décès entre la naissance et la fin de la cinquième année pour 1000 naissances vivantes. Il est également extrait des données de l'Unicef.

2.6. Indicateur 6 : Accès aux soins de santé

L'indicateur concernant les soins de santé résulte de la moyenne non pondérée des trois informations suivantes:

- nombre de médecins pour 100 000 habitants
- pourcentage d'enfants vaccinés contre la rougeole
- montant des dépenses, publiques et privées, en soins de santé par habitant.

Ces données sont collectées dans le rapport annuel du PNUD et ensuite ramenées sur une échelle de 1 à 3 par application de la méthode des quartiles. La moyenne pondérée des trois indicateurs est ramenée à son tour sur l'échelle de 1 à 3 par application de la règle des quartiles.

2.7. Indicateur 7 : Prévalence du VIH-sida, de la tuberculose et de la malaria

L'indicateur pour la prévalence du VIH-sida est établi à partir des données fournies par ONUSIDA⁷, complétées par celles de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS)⁸, correspondant au taux de prévalence en pourcent pour la tranche d'âge de 15 à 49 ans.

Les données concernant la tuberculose et la malaria proviennent également de l'OMS et correspondent pour la tuberculose au taux de prévalence pour 100 000 habitants et pour la malaria au taux de mortalité pour 100 000 habitants.

⁶ http://www.unicef.org/publications/index_30398.html

⁷ http://www.unaids.org/bangkok2004/GAR2004_pdf_fr/GAR2004_table_countryestimates_fr.pdf

⁸ http://www.who.int/whr/2004/annex/topic/en/annex_7_fr.pdf

Un indicateur combiné a ensuite été établi à partir de la moyenne des trois indicateurs, celui pour le VIH-sida étant doublement pondéré en considération de l'impact de l'épidémie non seulement sur la santé, mais également sur la sécurité alimentaire et l'infrastructure économique et sociale, engendrant une vulnérabilité généralisée dont la baisse de l'espérance de vie n'est qu'un symptôme. Il faut également souligner que l'échelle de prise en compte de cet indicateur (exprimé en pourcents) est d'un ordre de grandeur très différent des deux autres indicateurs (exprimés en 'pour cent mille').

2.8. Indicateur 8: Indice sexo-spécifique du développement humain

L'indice composite sexo-spécifique du développement humain (ISDH), établi par le PNUD, mesure le niveau moyen atteint par un pays en utilisant les mêmes variables essentielles que l'indicateur du développement humain :

- longévité et santé, exprimés par l'espérance de vie à la naissance
- instruction et accès au savoir, exprimés par le taux d'alphabétisation des adultes (pour deux tiers), et le taux brut de scolarisation (pour un tiers), tous niveaux confondus
- possibilité de bénéficier d'un niveau de vie décent, exprimée par le revenu estimé du travail (en PPA),

mais en corrigeant le résultat obtenu des inégalités sociologiques constatées entre les populations féminine et masculine.

2.9. Indicateur 9 : Indice de Gini

L'indice de Gini établi par le PNUD, indique dans quelle mesure la répartition du revenu (ou de la consommation) entre les individus ou les ménages d'un pays s'écarte de l'égalité parfaite. Le chiffre 0 représente une égalité parfaite (hypothétique) et le chiffre 100 une situation d'inégalité absolue.

3. INDICE DE CRISE

L'*indice de crise* est établi comme suit :

- score 3 pour les pays ayant subi ou subissant toujours une catastrophe naturelle et/ou un conflit violent durant l'année en cours, et/ou accueillant un nombre de personnes déracinées supérieur à x% de sa propre population, où x est égal au seuil faisant passer le score de l'indicateur sur les personnes déracinées de 4 à 5
- score 2 pour les pays ayant connu une catastrophe naturelle et/ou un conflit violent durant l'année précédente, et/ou accueillant un nombre de personnes déracinées supérieur à y% de sa propre population et supérieur à 50 000, où y est égal au seuil faisant passer le score de l'indicateur sur les personnes déracinées de 2 à 3
- et le score 1 pour les pays ayant connu une catastrophe naturelle et/ou un conflit violent deux années plus tôt.

Pour les catastrophes naturelles⁹, les données sont extraites de la base de données EM-DAT¹⁰ maintenue par le Centre de recherches pour l'épidémiologie des catastrophes (CRED – Center for Research on the Epidemiology of Disasters) de l'Université Catholique de Louvain, qui enregistre toutes les catastrophes naturelles et technologiques, une catastrophe étant définie comme "un événement qui dépasse les capacités de réponse locales, nécessitant un appel à assistance extérieure, nationale ou internationale, ou qui est reconnu comme tel par une agence multilatérale ou par deux sources au moins, telles que des groupes d'assistance nationaux, régionaux ou internationaux ou les médias". Seuls les événements naturels ayant touché au moins 50 000 personnes et un demi-pourcent de la population sont retenus pour l'année en cours, le seuil pour les deux années précédentes étant porté à 100 000 personnes touchées et un pourcent au minimum. Sont considérées comme touchées, les personnes nécessitant une aide immédiate en période d'urgence, y compris les personnes blessées, les sans-abri, les personnes évacuées ou déplacées, correspondant au "total affected" du CRED.

Bien que le CRED reconnaisse que les chiffres de personnes touchées ne sont pas totalement fiables, la définition laissant la porte ouverte à interprétation, il est préférable de prendre cette donnée en compte, plutôt que le nombre de décès, puisque ce sont bien les survivants qui nécessitent l'aide d'urgence.

L'impact humanitaire d'un conflit violent est complexe à mesurer au moyen de données quantitatives. Pour la stratégie 2007, la DG ECHO a décidé d'utiliser les données fournies par l'Institut d'Heidelberg pour la recherche sur les conflits internationaux (HIIK)¹¹ dans son Conflict Barometer 2005. Ces données ont été complétées par les données provenant de la base de données sur les conflits du "Département de recherches sur la paix et les conflits" de l'Université d'Uppsala¹² dont la dernière mise à jour date de juin 2006. Seuls les conflits ayant causé 1000 décès au moins et ayant une intensité de violence relativement importante ont été retenus.

4. INDICE FCA

4.1. Indicateur 1 : Indice de vulnérabilité (voir ci-dessus)

4.2. Indicateur 2 : Couverture médiatique

Le Centre Commun de Recherches européen, sur demande de la DG ECHO, effectue une analyse statistique annuelle pour évaluer dans quelle mesure la presse, la radio et la télévision rapportent les catastrophes humanitaires, qu'elles soient naturelles ou causées par l'homme. Pour cette analyse, quatre thèmes clés en rapport avec l'aide humanitaire ont été sélectionnés ("conflit", "sécurité", "crise humanitaire" et "sécurité alimentaire"), chaque thème comprenant une série de mots clés pertinents. Un décompte est fait des articles dans lesquels l'un ou l'autre

⁹ Il est à noter que pour la stratégie 2007, le CRED étant occupé à revoir sa méthodologie relative aux sécheresses et famines, les données relatives aux sécheresses et famines ont été établies à partir des sites suivants :

FAO Global Information and Early Warning System <http://www.fao.org/gIEWS/english/>

WFP http://www.wfp.org/newsroom/in_depth/early_warning/index.asp

USAID Famine Early Warning SystemsNetwork : <http://fews.net/Alerts/>

Alertnet http://www.alertnet.org/db/crisisprofiles/AF_HUN.htm

¹⁰ <http://www.em-dat.net/>

¹¹ http://www.hiik.de/en/index_en.htm

¹² <http://www.pcr.uu.se/database/index.php>

de ces thèmes apparaissait en relation avec un pays, cette recherche étant faite sur 600 sites de nouvelles dans vingt langues différentes pour tous les pays faisant l'objet du GNA, sur une période de 6 mois du janvier à juin. Ensuite, on calcule pour chaque pays le ratio du nombre d'articles décomptés le concernant par rapport à la moyenne des articles par pays. Un résultat inférieur à 1 indique que la couverture médiatique pour ce pays est en dessous de la moyenne, un résultat supérieur à 1 indique une médiatisation supérieure à la moyenne. En un deuxième temps, on recalcule les ratios en ne prenant en considération que les pays faisant l'objet du FCA.

Reste finalement à appliquer la règle des quartiles en attribuant un score de 3 aux 25% les moins médiatisés, un score de 1 aux 25% les plus médiatisés et un score de 2 à tous les autres.

4.3. Indicateur 3 : Aide par habitant

Cet indicateur est établi par l'addition de l'aide publique au développement et de l'aide humanitaire. L'aide publique au développement est calculée à partir des données fournies par le Comité d'Aide au Développement de l'OCDE sur l'aide publique au développement sur les deux dernières années pour lesquelles les statistiques sont disponibles¹³. Cette donnée inclut tous les principaux donateurs et toutes les catégories d'aide (subventions, prêts, coopération technique, aide d'urgence, aide publique...diminués des remboursements en capital et intérêts payés sur les prêts). L'aide humanitaire est calculée à partir des données fournies par le Financial Tracking System du Bureau des Nations Unis pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA)¹⁴ sur les deux dernières années et sur l'année en cours au moment de l'exercice.

Les scores 1, 2 et 3 sont ensuite attribués par application de la règle des quartiles, les pays ayant le montant d'aide publique par tête d'habitant le plus faible recevant un score de 3.

4.4. Evaluation qualitative des experts et unités géographiques de la DG ECHO

Les responsables géographiques de la DG ECHO évaluent le caractère oublié d'une crise humanitaire en complétant un questionnaire (voir annexe 4) qui tente de couvrir les divers points caractérisant l'insuffisance de réponse.

Les questionnaires ainsi complétés sont ensuite synthétisés par l'unité responsable au sein de la DG ECHO de la stratégie, l'identification des crises oubliées résultant de cette synthèse complétée par les trois indicateurs ci-dessus.

¹³ <http://www.oecd.org/home/>

¹⁴ <http://ocha.unog.ch/fts/index.aspx>

ANNEXE 2: SEUILS APPLIQUES AUX INDICATEURS

24.04.06

Seuils utilisés pour le GNA

HDI

3	high need	≤	0,5
2	medium need	<	< 0,7
1	low need	<	0,8
0	no need	≥	0,8
x	no data		

HPI

méthode des quartiles

3	high need	>	38,8
2	medium need		
1	low need	<	11,4
x	no data		

Ref+IDP+Ret/pop

répartition par sextiles

6	high need	>	5,05 %
5		>	1,8%
4	medium need	>	0,4%
3		>	0,17%
2	low need	>	0,06%
1		≥	0,005%
0	no need	<	0,005%

Children underweight

méthode des quartiles

3	high need	>	26
2	medium need		
1	low need	<	7
x	no data		

% Child Mortality

méthode des quartiles

3	high need	≥	125
2	medium need		
1	low need	<	24
0	no need		
x	no data		

% VIH-SIDA

méthode des quartiles corrigée

3	high need	≥	4,2
2	medium need	≥	0,2
1	low need	≥	0,1
0	no need	<	0,1
x	no data		

Malaria : tx mortalité/100 000 hab.

Tuberculose : prévalence pour 100 000 hab.

Nombre de médecins pour 100 000 habitants
Tx de vaccination des enfants de -1 an c/ la rougeole
Dépenses de santé (publ.+ privées)
Indice de Gini
ISDH

Seuils proposés pour l' IV

seuils 3 et 0 donnés par le PNUD

3	high vulnerab.	<	0,5
2	medium vulner.	≥	0,5
1	low vulnerab.	≥	0,65
0	no vulnerab.	≥	0,8
x	no data		

maintien de la méthode des quartiles

3	high vulnerab.	>	idem
2	medium vulner.		
1	low vulnerab.	<	
x	no data		

seuils forfaitaires

6	high vulnerab.	>	10%
5		>	3%
4	medium vulner.	>	1%
3		>	0,5%
2	low vulnerab.	>	0,1 %
1		≥	0,005%
0	no vulnerab.	<	0,005%

seuils forfaitaires

3	high vulnerab.	>	20
2	medium vulner.		
1	low vulnerab.	<	10
x	no data		

méthode des quartiles corrigée

3	high vulnerab.	>	idem
2	medium vulner.		idem
1	low vulnerab.	<	idem
0	no vulnerab.	<	10
x	no data		

seuils forfaitaires

3	high vulnerab.	>	10
2	medium vulner.	>	5
1	low vulnerab.	>	0,1
0	no vulnerab.	≤	0,1
x	no data		

seuils forfaitaires

3	high vulnerab.	≥	100
2	medium vulner.	>	50
1	low vulnerab.	>	0
0	no vulnerab.	=	0
x	no data		

méthode des quartiles corrigée

3	high vulnerab.	>	420
2	medium vulner.	>	65
1	low vulnerab.	≥	20
0	no vulnerab.	<	20
x	no data		

application de la méthode des quartiles

Catastrophes naturelles

1 événement (év.) = au moins 1000 décès ou 5% de la popul. touchée

3	high need	1 év. au 1er sem. année en cours ou +4 év. les 12 années précédentes
2	medium need	2 à 4 év. les 12 années précéd.
1	low need	1 év. les 12 années précédentes

Conflits

conflits d'intensité 4 et 5 selon HIIK

3	high need	1 conflit en cours
2	medium need	2 ou + conflits les 10 dernières années
1	low need	1 conflit les 10 dernières années
0	no need	aucun conflit depuis + 10 ans

Réfugiés

Seuils proposés pour l' IC

3	50 000 pers. et 0,5% de la popul. touchées l'année en cours
2	100 000 pers. et 1% de la popul. touchées l'année précédente
1	100 000 pers. et 1% de la popul. touchées 2 années avant

3	1 conflit violent durant l'année en cours
2	1 conflit violent durant l'année précédente
1	1 conflit violent 2 années plutôt
0	aucun conflit ou conflit dénoué depuis 3 ans au moins

3	nombre de réfugiés > 3% de la population d'accueil
2	nombre de réfugiés > 0,5% de la population d'accueil et > 50000
0	

ANNEXE 3: IMPACT SUR LES RESULTATS

GVA 2006	GNA (7 indicators)			IV (9 indicat/ pv)		(pondérés à 100%)										IC				Budg. 2006
	rank	score	aver	score	aver.	HDI	HPI-1	R+I+r	U5UW	U5M	SMT	Soins méd.	ISDH	Gini	C/ND/R	Co	ND	R		
Russian Fed. (Chechr)	17	3	2,25	***	3	3,00	x	x	6	x	x	x	x	x	3	3	x	0	26	
Somalia	4	3	2,57	*	3	2,50	x	3	5	3	3	2	x	x	3	3	2	0	9	
Afghanistan	1	3	2,71	*	3	2,42	x	3	5	3	3	1	x	x	3	3	0	0	20	
Congo, Democratic R	2	3	2,63		3	2,33	3	3	5	3	3	2	3	3	x	3	3	0	38	
Cote d'Ivoire	5	3	2,50		3	2,25	3	3	5	3	3	3	3	3	2	3	3	0	24	
Iraq	15	3	2,29	*	3	2,25	x	3	5	2	3	1	x	x	3	3	0	0	0	
Burundi	2	3	2,63		3	2,20	3	3	5	3	3	3	3	3	1	3	3	0	17	
Djibouti	17	3	2,25		3	2,13	3	2	5	2	3	2	2	x	x	3	0	3	x	
Sudan	8	3	2,38		3	1,94	2	2	6	2	2	2	3	2	x	3	3	0	40	
Uganda	17	3	2,25		3	1,90	2	2	5	3	3	2	2	2	2	3	3	2	15	
Zimbabwe	23	3	2,13		3	1,90	2	3	4	2	3	3	2	2	3	3	0	3	12	
Nigeria	8	3	2,38		3	1,90	3	2	2	3	3	3	3	3	3	3	3	0	0	
Myanmar, Union of	23	3	2,13		3	1,88	2	2	4	3	2	2	2	x	x	3	3	0	8	
Mali	23	3	2,13		3	1,80	3	3	1	3	3	2	3	3	2	3	0	3	x	
Nepal	23	3	2,13		2	1,75	2	2	4	3	2	2	3	2	2	3	3	2	5	
Mozambique	46	2	1,75		2	1,75	3	3	0	3	3	3	3	3	2	3	0	3	0	
Occ. Palest.Terr. (We	56	2	1,63	*	2	1,71	1	1	6	1	2	x	2	x	x	3	3	0	34	
Niger	32	2	2,00		2	1,70	3	3	0	3	3	2	3	3	2	3	0	3	2	
Yemen	32	2	2,00		2	1,60	3	2	2	3	2	1	3	3	1	3	3	0	0	
Pakistan	39	2	1,88		2	1,55	2	2	3	3	2	1	3	2	1	3	1	3	x	
Cambodia	39	2	1,88		2	1,50	2	3	0	3	3	2	2	2	2	3	0	3	0	
Algeria*	46	2	1,75		2	1,40	1	2	5	1	2	1	2	2	1	3	3	0	10	
Lebanon	56	2	1,63		2	1,39	1	1	6	1	2	0	1	2	x	3	0	0	x	
Haiti	46	2	1,75		2	1,38	3	2	0	2	2	2	2	x	x	3	3	2	0	
Jordan	75	2	1,38		2	1,35	1	1	6	1	2	0	1	2	2	3	0	0	x	
India	23	3	2,13		2	1,35	2	2	1	3	2	2	2	2	1	3	3	2	2	
Indonesia	23	3	2,13		2	1,30	1	2	2	3	2	1	2	2	1	3	3	0	1	
Armenia	56	2	1,63		2	1,30	1	1	5	1	2	1	2	1	2	3	0	0	3	
Laos	39	2	1,88		2	1,30	2	2	0	3	2	1	3	2	2	3	3	0	0	
Korea Dem.People's R	83	2	1,29	*	2	1,25	x	2	0	3	2	1	x	x	x	3	0	3	16	
Colombia	39	2	1,88		2	1,20	1	1	5	1	1	1	1	1	3	3	3	2	12	
Philippines	56	2	1,63		2	1,20	1	2	1	3	2	1	2	1	2	3	3	2	0	
Guyana	84	2	1,25		2	1,11	1	2	0	2	2	2	2	2	x	3	0	3	1	
China (w/out HongKor	56	2	1,63		2	1,10	1	2	1	2	2	1	2	1	2	3	2	3	0	
Albania	122	1	0,63		1	0,75	1	1	0	2	1	1	2	1	1	3	0	3	0	
Angola	8	3	2,38		3	2,33	3	3	5	3	3	2	3	3	x	2	1	2	0	
Chad	5	3	2,50		3	2,22	3	3	4	3	3	2	3	3	x	2	1	0	13,5	
Zambia	8	3	2,38		3	2,20	3	3	4	3	3	3	3	3	3	2	0	2	0	
Guinea	17	3	2,25		3	2,17	3	3	4	3	3	2	3	x	2	2	0	0	x	
Sierra Leone	17	3	2,25		3	2,15	3	3	4	3	3	2	3	3	3	2	0	0	2	
Tanzania	23	3	2,13		3	2,00	3	2	4	3	3	3	3	3	2	2	0	1	11,5	
Rwanda	8	3	2,38		3	2,00	3	2	4	3	3	3	3	3	1	2	2	0	2	
Kenya	32	2	2,00		3	1,90	3	2	4	3	2	3	2	3	2	2	0	2	0	
Ethiopia	5	3	2,50		3	1,85	3	3	2	3	3	2	3	3	1	2	2	1	3	
Congo, Rep. Of	32	2	2,00		3	1,83	2	2	5	2	2	2	3	2	x	2	0	0	1	
Swaziland	46	2	1,75		2	1,70	3	3	1	2	3	3	2	2	3	2	0	2	0	
Bangladesh	23	3	2,13		2	1,55	2	3	2	3	2	2	2	2	1	2	0	2	0	
Madagascar	66	2	1,50		2	1,55	3	2	0	3	3	2	3	2	2	2	0	2	0	
Serbia and Montenegro	73	2	1,43	*	2	1,42	x	1	5	1	1	1	x	x	x	2	0	0	2	
Iran, Islamic Republic	46	2	1,75		2	1,40	1	2	4	2	2	1	1	2	2	2	0	0	x	
Sri Lanka	39	2	1,88		2	1,35	1	2	4	3	1	1	2	1	1	2	2	0	7	
Syrian Arab Republic	75	2	1,38		2	1,33	1	2	5	1	1	1	1	2	x	2	0	0	x	
South Africa	66	2	1,50		2	1,30	1	2	1	2	2	3	2	2	3	2	0	2	0	
Thailand	32	2	2,00		2	1,25	1	2	2	2	2	2	2	1	2	2	2	0	7,5	
Bosnia and Herzegovina	56	2	1,63		2	1,22	1	1	5	1	1	1	2	x	1	2	0	2	0	
Honduras	84	2	1,25		2	1,17	1	2	0	2	2	2	2	x	3	2	0	2	0	
Peru	56	2	1,63		2	1,15	1	2	2	1	2	1	2	2	2	2	0	2	0	
Tajikistan	73	2	1,43		2	1,00	1	2	1	x	2	1	2	2	1	2	0	2	4	
Jamaica	122	1	0,63		1	0,75	1	1	0	1	1	1	2	2	2	2	0	2	0	
Cuba	111	1	0,75		1	0,44	0	1	1	1	0	0	1	x	x	2	0	2	0	
Liberia	15	3	2,29	*	3	2,75	x	3	6	3	3	3	x	x	x	1	1	0	x	
Central African Republic	8	3	2,38		3	2,39	3	3	5	3	3	3	3	x	3	1	1	0	0	
Eritrea	8	3	2,38		3	2,00	3	2	4	3	2	2	3	3	x	1	0	1	6	
Senegal	23	3	2,13		3	2,00	3	3	3	3	3	2	3	3	2	1	1	0	0	
Mauritania	39	2	1,88		2	1,75	3	3	1	3	3	2	2	3	2	1	0	1	x	
Namibia	46	2	1,75		2	1,70	2	2	3	3	2	3	2	2	3	1	0	1	0	
Guatemala	56	2	1,63		2	1,65	1	2	4	3	2	2	2	2	3	1	1	0	0	
Lesotho	66	2	1,50		2	1,50	3	3	0	2	2	3	2	2	3	1	0	1	0	
Benin	46	2	1,75		3	1,89	3	3	1	3	3	2	3	3	x	0	0	0	1	
Mongolia	75	2	1,38		2	0,95	1	2	0	2	2	1	1	2	1	0	0	0	x	
East Timor	75	2	1,38		2	1,56	3	3	0	3	2	1	2	x	x	0	0	0	2	
Georgia	46	2	1,75		2	1,39	1	1	5	1	2	1	2	x	2	0	0	0	2	
Grenada	120	1	0,71	*	1	0,71	1	2	0	x	1	1	1	x	x	0	0	0	x	
Cameroon	56	2	1,63		3	1,80	3	2	2	3	3	3	3	2	2	0	0	0	0	
Guinea Bissau	17	3	2,25		3	2,00	3	3	3	3	3	2	3	3	2	0	0	0	0	
Malawi	46	2	1,75		3	1,85	3	3	1	3	3	3	3	3	2	0	0	0	0	
Togo	56	2	1,63		3	1,83	2	3	2	3	3	2	3	2	x	0	0	0	0	

... tous les autres pays ayant un IC nul et un IV de 2 ou 1

total * 350,5 350,5

* total auquel il faut ajouter 11 pour la sécheresse en Afrique et 6 pour ECHO-flight en DRC et en Somalie

Commentaires :

Alors que le plan stratégique 2006 ne prévoit aucune intervention dans 32% des pays classés dans la catégorie prioritaire par le GNA (10 pays sur 31), ce pourcentage tombe à 14, soit 2 pays sur 14, pour les priorités identifiées par la méthode proposée (IC et IV de 3). Par ailleurs, on constate que près de 99% du budget est alloué à des pays avec un indice de crise positif, dont 72% pour des pays avec un IV de 3 et 28% avec un IV de 2.

ANNEXE 4: FICHE FCA

FCA 200 **fiche pays :.....** **Date : jj/mm/aa**

POPULATION CIBLÉE :
NOMBRE DE PERS.TOUCHÉES : dont IDP : dont réfugiés : (pays d'accueil :)
DATE DE DÉBUT DE LA CRISE HUMANITAIRE :
IMPORTANCE DE L'AIDE APPORTÉE À LA POPULATION CIBLÉE :
Montant global 200./200. (selon FTS au jj/mm/aa) :
Part de ECHO dans le montant global :
Difficultés à trouver d'autres sources de financement : O / N ? si O, pourquoi ?
Nombre d'acteurs humanitaires présents :
DIFFICULTÉS D'ACCÈS / PROBLEMES DE SECURITE:
RÔLE DE L'ETAT (par rapport à la population ciblée) :
Problème de "minorité" ?
INDICATEURS DE SANTÉ POUR LA POPULATION CIBLÉE (si disponibles) :
AUTRES INFORMATIONS :
CONSIDÉREZ-VOUS QU'IL S'AGIT D'UNE « CRISE OUBLIÉE » ? O / N
Si oui, pourquoi ?